

Le « quoi qu'il en coûte » version Education nationale

L'école croulerait-elle sous des moyens excessifs ?

L'arrêté du 22 janvier 2021 portant report de crédits signale que « sont annulés, pour 2020, des crédits pour un montant de 212 501 312,60 € ». L'arrêté du 12 février 2021 signale quant à lui que « sont annulés, pour 2020, des crédits pour un montant de 393 872 866 € ». Entre les deux, près de 40 millions de crédits étaient annulées par l'arrêté du 26 janvier 2021.

C'est donc, au total, plus de 600 millions que J.M. Blanquer a « rendus » à Bercy, au titre de l'année écoulée.

Ces choix budgétaires ont de quoi nous étonner au moment où nous observons sur le terrain une situation à plusieurs égards inédite et très inquiétante, notamment sur le front des remplacements des professeurs absents.

Nous sommes en effet nombreux à avoir observé que les académies ont, depuis le début de l'année scolaire, des difficultés importantes pour assurer les remplacements.

Les « éléments de langage » qui sont mobilisés par les rectorats font porter la responsabilité de cet état de choses sur le « manque de vivier » et donc, implicitement, sur les IA-IPR, qui n'auraient pas effectué les recrutements en temps utiles !

Or, la réalité est bien différente et nous le savons : les remplacements, le plus souvent, ne sont pas mis en œuvre faute de moyens budgétaires. L'omerta organisée dans les académies sur ce sujet n'y change rien.

Nous nous posons donc la question : les 600 millions rendus à Bercy n'auraient-ils pas pu servir à financer les remplacements ?

Cela aurait non seulement évité une dégradation du service public d'éducation qui devient de plus en plus criante aux yeux des parents, mais aurait aussi permis de donner du travail -et des revenus !- à toute une population, notamment d'étudiants en MEEF, très fortement précarisée par la crise sanitaire.

Des nombreuses classes sans professeurs, des étudiants en MEEF qui font la queue à la soupe populaire et « décrochent » dans leur formation et, pendant ce temps... des centaines de millions d'euros rendus à Bercy. Non, vraiment, nous ne comprenons pas les économies ainsi réalisées.

Sans compter qu'en dehors de la question cruciale des remplacements non réalisés, bien d'autres emplois de ces 600 millions auraient été envisageables : un meilleur équipement informatique des professeurs (qui n'ont reçu qu'une prime « symbolique » de 150€ chacun) ou des familles, par exemple, ou la sécurisation sanitaire de certains établissements par l'achat de purificateurs d'air. Sans parler, évidemment, de la question de la revalorisation salariale des personnels.

Au lieu de tout cela, le choix qui a été opéré a été celui de la rigueur budgétaire, quitte à dégrader la qualité du service public d'éducation et à creuser encore l'écart avec l'enseignement privé.

A ce propos, le choix du « cas par cas » dans l'application du protocole de passage en demi-jauge avait déjà permis à l'enseignement privé de se distinguer, en optant presque systématiquement pour des stratégies de « passer clandestin » dans la lutte contre l'épidémie (nous avons tous observé que les établissements privés sont davantage restés en classe entière, en particulier en terminale...).

La difficulté actuelle autour des remplacements ne fait ainsi que conforter les craintes habituelles de certains parents d'élèves vis-à-vis de l'enseignement public renforçant, de manière symétrique, la position de l'enseignement privé.

« L'école, c'est bon pour les enfants », nous dit le ministre, et « les Français doivent être fiers » des choix qui ont été faits.

Derrière ces jolies paroles, les choix réellement opérés affirment cyniquement que « la garderie, c'est bon pour l'économie » à condition qu'elle ne coûte pas trop cher. Quant à l'école, le privé s'en occupera...

En pédagogues, et en républicains, nous n'en sommes pas fiers du tout.

Le bureau national



Sommaire

Compte-rendu :

GT sur les missions des inspecteurs..... p 2

Futurs concours de recrutement p 3

Epreuves orales des concours p 4

Image du corps :

153 admissibles / 105 postes p 5

Postes susceptibles d'être vacants..... p 9

Questions en débat⁽¹⁾

« La bamboche, c'est terminé ! »..... p 10

Humour d'humeur :

Le surintendant dansep11

Le bulletin d'adhésionp 12

(1) libres propos pour alimenter la réflexion du syndicat